

Conjoncture agricole ligérienne

Mars 2024

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Le contexte macro-économique demeure morose en raison du faible dynamisme de la croissance économique française. Alors que l'inflation pèse toujours sur la consommation, les niveaux élevés des taux d'intérêt pénalisent l'investissement. Le processus de désinflation en cours reste par ailleurs conditionné à la maîtrise du prix des énergies fossiles.

Le début de l'année 2024 a été marqué par une mobilisation de la profession agricole sans précédents en France, mais également dans d'autres pays européens. Parmi les principales revendications figurent la problématique de la formation des prix agricoles qui ne couvrent pas l'intégralité des coûts de production en dépit des différentes lois Egalim et le poids des réglementations et de leurs surtranspositions sur le secteur agricole français, sa dynamique et son attractivité.

Toutes les productions agricoles sont concernées par la poursuite du réajustement des prix des intrants, mais qui demeurent à des niveaux toujours élevés. Par ailleurs, d'autres postes de charges non pris en compte par l'indicateur IPAMPA continuent de suivre une tendance haussière. Les difficultés se sont par ailleurs confirmées en 2023 sur les marchés de consommation de produits alimentaires biologiques, mais également Label Rouge.

Concernant l'élevage, la production laitière ligérienne a sensiblement reculé en 2023 et de bons équilibres offre / demande soutiennent les prix de la viande bovine. La décapitation bovine (laitière comme allaitante) semble par ailleurs donner des signes de ralentissement. Après une année 2022 marquée par l'Influenza aviaire, les abattages de volailles se sont repris en 2023, mais demeurent inférieurs aux années antérieures. L'année 2023 aura également été marquée par une forte hausse de la consommation d'œufs de poules élevées au sol. Sur fond de recul du cheptel porcin, la tension offre / demande soutient les prix de la viande porcine. En petits ruminants, la production ligérienne de lait de chèvre s'est maintenue en 2023 et le recul de l'offre soutient les prix de la viande ovine.

En productions végétales, les marchés des grandes cultures sont pris en tenaille entre l'offre des pays de la mer Noire et celle du continent américain. Après une saison 2023 très satisfaisante en pépinière, les professionnels de la filière horticulture-pépinière se veulent optimistes pour le printemps. Les fortes précipitations hivernales ont complexifié les mises en place de légumes de plein champ. Le marché de la pomme a connu un bon début de campagne, mais les prix reculent progressivement depuis.

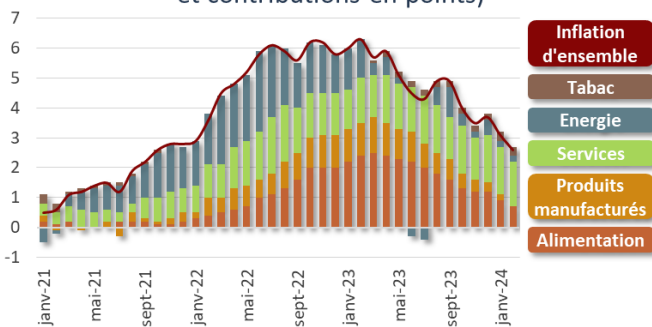


ÉCONOMIE GÉNÉRALE : LA RÉGRESSION DE L'INFLATION SE POURSUIT DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE MOROSE

En France, alors que l'inflation pénalise toujours la consommation, les niveaux élevés des taux d'intérêt pénalisent, en plus, l'investissement. Ce contexte pesant explique en partie le manque de dynamisme de la croissance française qui atteint +0,9 % sur 2023. La France résiste cependant mieux que l'Allemagne en récession de -0,1 %. En cause, un modèle plus dépendant de l'exportation qui subit de plein fouet la conjoncture. L'Union européenne souffre en général de la comparaison avec les Etats-Unis qui affichent une croissance insolente de +2,5 % sur l'année. L'économie américaine bénéficie en effet de soutiens publics conséquents et d'une consommation intérieure vigoureuse.

Les perspectives de croissance mondiale atone et donc de demande énergétique affaiblie est un facteur baissier important pour le prix du baril. Cependant, le contexte géopolitique reste incertain, en particulier du côté du Moyen-Orient à cause du conflit Israël-Hamas. Des attaques de cargos en mer Rouge sont perpétrées par les rebelles yéménites Houthis qui dénoncent l'invasion de Gaza. Ces attaques perturbent le commerce mondial dans une région de passage particulièrement clé. C'est un facteur haussier prépondérant de soutien des cours du baril.

Inflation d'ensemble et contributions par poste (glissement annuel en pourcentage et contributions en points)

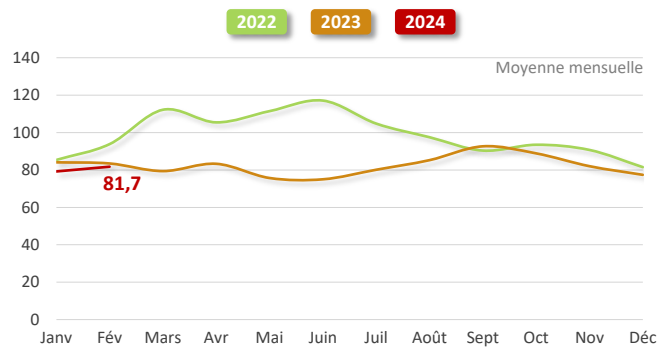


PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

Perspective plus réjouissante, la France profite de la décline progressive de l'inflation. C'est d'abord grâce au recul de l'inflation alimentaire et des produits manufacturés. Subsiste surtout l'inflation du secteur des services qui pourrait être encouragée par la hausse des salaires. Cette désinflation reste conditionnée à un non-emballement des prix des hydrocarbures.

Prix du pétrole (Brent) (\$/baril)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : les Echos

Les parités monétaires restent suspendues à d'éventuelles annonces de la banque centrale européenne (BCE) ou de la réserve fédérale américaine. Le repli de l'inflation permet en effet d'espérer que l'une ou l'autre actera un recul des taux directeurs en 2024. La pression est d'autant plus forte sur la BCE, alors que la croissance européenne à l'arrêt bénéficierait d'une politique monétaire moins restrictive. Une telle politique entrainerait cependant aussi mécaniquement un affaiblissement de l'euro.



INTRANTS : POURSUITE DU RÉAJUSTEMENT DES PRIX QUI DEMEURENT À UN NIVEAU TOUJOURS ÉLEVÉ

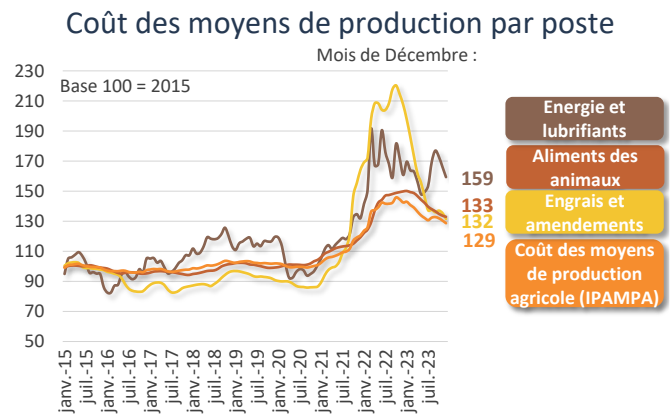
En décembre 2023, le prix d'achat des intrants poursuit son réajustement amorcé en février 2023, soit un recul de près de -10 % sur un an.

Cette baisse continue a majoritairement été induite par le recul du coût des engrais (-37 %),

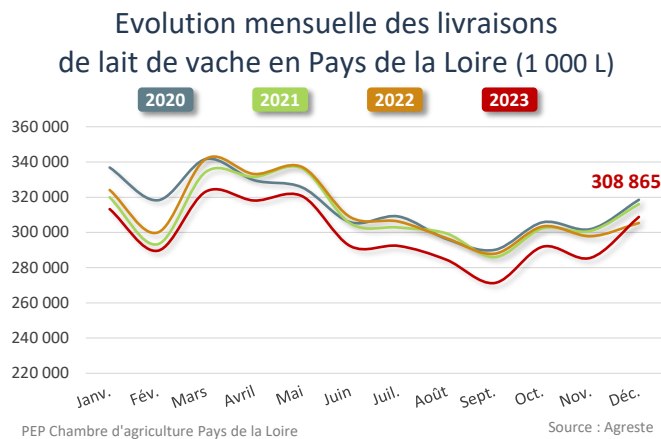
de l'aliment du bétail (-11 %) et en moindre mesure de l'énergie (-1 %) qui a moins reflué en raison d'un rebond conjoncturel observé en fin d'été 2023.

Mais le prix d'achat des intrants demeure à un niveau élevé à près de +7 % par rapport à décembre 2021 et de +26 % par rapport à décembre 2020.

A noter que le coût de production total des différentes orientations agricoles correspond à un panel de biens et de services plus large que celui des intrants. Un certain nombre de ces postes de charges complémentaires ont connu une hausse au cours de l'année 2023.



LAIT DE VACHE : VERS UN RALENTISSEMENT DE LA DÉCAPITALISATION DU CHEPTEL DE VACHES LAITIÈRES ?



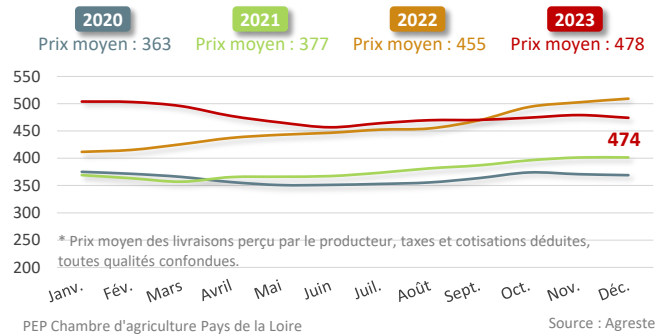
En décembre 2023, la collecte nationale reste en retrait des années antérieures, mais se stabilise par rapport à décembre 2022 (-0,3 %). Ces signes de reprise, relatifs au regard du faible niveau de décembre 2022, semblent néanmoins se confirmer en janvier 2024 en dépassant le faible niveau de janvier 2023. En cumul sur l'année 2023, le recul de la collecte laitière française s'élève à -2,7 % et celui de la collecte ligérienne à -4 %. La collecte française de lait biologique recule de -4,5 %. En Pays de la Loire et en Bretagne, la baisse est de même ampleur (-4,6 %). Toujours à l'œuvre, la décapitalisation du cheptel souche laitier décélère depuis quelques mois : de janvier 2023 à janvier 2024, il a reculé à un rythme de -1,6 % (identique en Pays de la Loire), encore important, mais en recul.

La dynamique positive de la collecte de l'Union européenne au cours des premiers mois de l'année 2023 s'est progressivement inversée, mais son niveau reste stable en cumul annuel par rapport à 2022. A l'échelle mondiale, la collecte des principaux bassins laitiers exportateurs poursuit son recul en décembre, principalement sous l'effet de l'Argentine, de l'Union européenne et en moindre mesure des Etats-Unis. A noter la poursuite du redressement de la collecte en Océanie.

Dans ce contexte de collecte nationale en berne, les fabrications françaises de produits laitiers ont reculé en 2023, mais les exportations et les achats des ménages en grande distribution ont globalement plutôt bien résisté face à l'inflation. Mais la consommation de produits laitiers biologiques a nettement reculé en 2023 avec des baisses de ventes en GMS s'échelonnant entre -10 % (ultra-frais) et -18 % (fromages) en volume. La descente en gamme se poursuit sur le marché de la distribution française avec plus de la moitié des volumes de produits laitiers réalisés sous MDD (52,7 % ; +2,6 %). Sur le marché mondial, la demande chinoise était toujours orientée à la baisse en décembre dernier pour atteindre un recul de -11 % sur l'ensemble de l'année 2023. Les perspectives de reprise en 2024 sont mitigées.

Le prix du lait conventionnel payé au producteur (toutes qualités confondues) s'est établi en moyenne à 478 €/1 000 litres en 2023 en Pays de la Loire. Il progresse de 23 €/1 000 litres par rapport à 2022, mais s'infléchit sur les derniers mois de l'année (474 €/1 000 litres en décembre 2023), dans un contexte de renchérissement des coûts de production. Les négociations du prix du lait pour le début de l'année 2024 ont par ailleurs à nouveau montré que la sanctuarisation de la matière n'était pas encore systématiquement respectée. Les mobilisations professionnelles de janvier 2024 ont rappelé, entre autres revendications, le nécessaire respect des lois Egalim.

Evolution mensuelle du prix* du lait de vache conventionnel en Pays de la Loire (€/1 000 L)

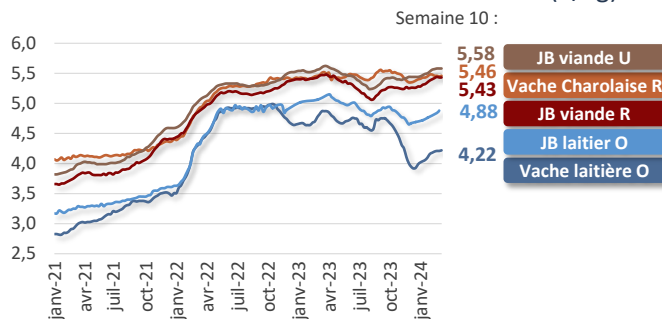


VIANDE BOVINE : DE BONS ÉQUILIBRES OFFRE/DEMANDE SOUTIENNENT LES PRIX

En Pays de la Loire, le ralentissement de la baisse du cheptel bovin observé fin 2023 semble se confirmer en ce début d'année. Tous bovins confondus, cette baisse est de -1,8 % entre janvier 2023 et 2024. Le cheptel souche de vaches laitières recule de -1,6 % quand celui de vaches allaitantes recule de -2,8 %. Le recul des sorties boucherie se poursuit. Comparée à l'année précédente, la production semestrielle de mâles viandes (12 à 24 mois) recule de -3,1 % quand celle de génisses viande baisse de -8,2 %. Les sorties boucheries de vaches laitières comme allaitantes refluent respectivement de -8,8 % et -8,9 %.

Les cours des bovins les mieux conformés continuent à progresser soutenus par une offre rationnée et les opportunités d'export. D'abord, des débouchés exports en carcasse vers la Turquie se sont réouverts en 2023. La France a su y répondre en captant derrière la Pologne, une part significative de ce marché (7 000 tec). Dans le même temps, le marché algérien s'est aussi réouvert aux exports espagnols avec une demande renforcée à l'approche du Ramadan, de quoi désengorger d'autant plus le marché européen. Le cours des vaches laitières se redresse après son décrochage saisonnier. Cette baisse causée par l'augmentation des réformes laitières en début d'hiver n'avait pas eu lieu en 2022 à cause d'une offre réduite. La vache laitière reste cependant le bovin le plus concurrencé par l'import en France, ce qui explique ce retour à la baisse saisonnière des prix.

Cotations régionales gros bovins
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



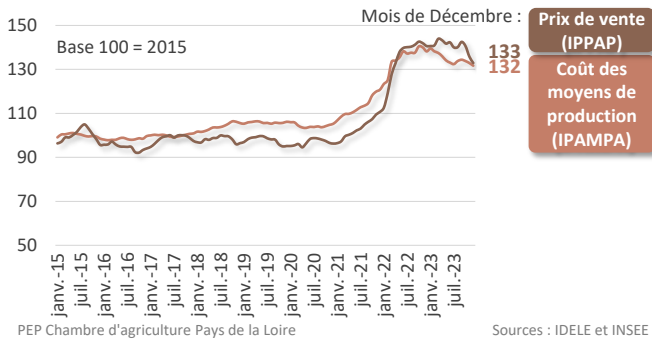
A compter de la semaine 30-2022 : les cotations excluent tous les animaux sous SIQO

PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

L'inflation a eu raison de trois années de relative résistance de la demande intérieure en viande bovine. En 2023, le bilan de la consommation est en repli de -3,7 % par rapport à 2022. La consommation des ménages de viande de bœuf hors élaboré recule de -2,9 %. La consommation de haché connaît par ailleurs une substitution du frais vers le surgelé plus abordable.

Evolution indicielle du prix de vente gros bovins et du coût des moyens de production en bovins viande



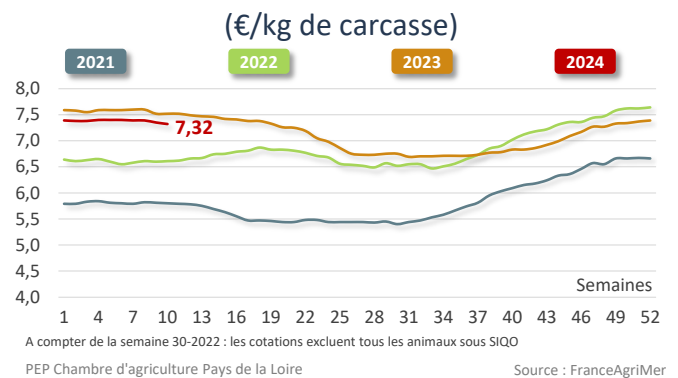
Le reflux des prix des intrants après le pic provoqué par la guerre en Ukraine semble ralentir.

La dynamique sur le maigre est à l'augmentation du prix en ce début d'année. D'un côté, l'offre est affaiblie par le recul du cheptel allaitant. De l'autre, la demande reste dynamique, tant pour les mises en place à l'engraissement en France que pour l'export. Cependant, c'est d'abord le débouché export qui souffre de cette offre rationnée avec une baisse de -7 % en 2023. L'Italie reste le premier client malgré un recul, plus léger, de -5 % des importations de France. Dans le même temps, la dynamique vers

l'Espagne est toujours à une croissance vertigineuse de l'engraissement avec des importations de France qui augmentent de +26 % sur l'année. C'est le débouché pays tiers qui, dans le contexte de la MHE, s'est le plus replié, atteignant -74 % malgré les accords trouvés avec la Tunisie et le Maroc en fin d'année.

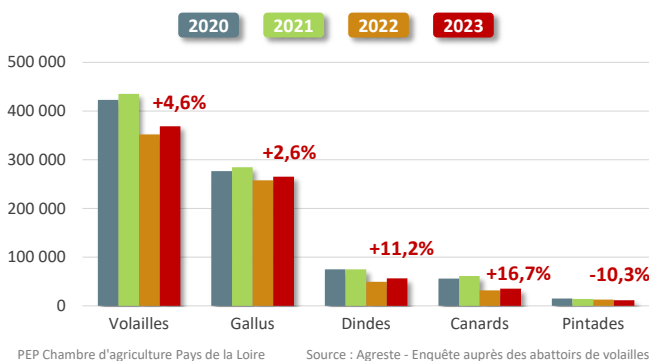
Pour les veaux de boucherie, les prix sont restés relativement stables en ce début d'année. Un léger recul début mars pourrait annoncer une baisse saisonnière précoce des cotations. La filière profite, dans le même temps, de coûts de l'alimentation toujours à la baisse.

Cotation régionale veaux de boucherie rosé clair, classe O - Entrée abattoir HT - Bassin Grand Nord (€/kg de carcasse)



VOLAILLE DE CHAIR : BONNE REPRISSE DES ABATTAGES EN 2023, MAIS DES VOLUMES QUI RESTENT INFÉRIEURS À 2021

Abattages de volailles en Pays de la Loire Cumul janvier à décembre (tonnes)



La production régionale de volaille s'est redressée en 2023 : les abattages ont progressé de +4,6 % par rapport à 2022. La filière se remet donc progressivement de l'influenza aviaire, même si les volumes abattus cette année restent encore inférieurs de 15,2 % à ceux de 2021.

C'est en canard, espèce qui a été le plus sévèrement touchée par la maladie, que la reprise est la plus forte (+16,7 % en un an), suivi par la dinde (+11,2 %). La hausse est plus minime en poulet et la tendance reste à la baisse en pintade (-10,3 %). A noter qu'à l'échelle nationale, on observe des dynamiques similaires pour toutes les espèces (hausse de +2 % des abattages de volailles d'après FranceAgriMer) à l'exception de la dinde, où les abattages nationaux restent inférieurs à 2022 de 1,8 %.

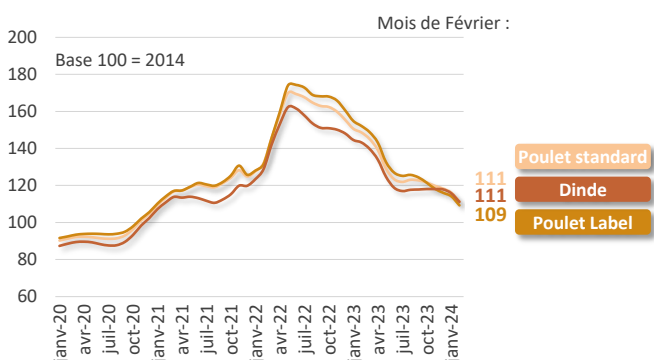
En parallèle la consommation globale de viande de volaille (hors domicile et à domicile) a continué de progresser en 2023 (+3,1 %). Cette hausse de la consommation est portée par le poulet : les achats par les ménages ont augmenté de +6,5 % en volume en un an d'après Kantar Worldpanel. Mais ces chiffres globaux masquent

les disparités observées sur les différents segments de marché. Si la consommation de poulet standard et certifié a progressé en 2023, elle a au contraire diminué en Label Rouge (LR) et en agriculture biologique (AB). La production sur ces deux segments a également diminué, avec une baisse des mises en place de volailles de -5 % par rapport à 2022 en LR et de -14 % en AB d'après le Synalaf. Pour autant ces baisses sont inférieures à celles observées en 2022, ce qui laisse supposer un redressement futur de la production. De plus, la baisse de l'indice Itavi sur le coût de l'aliment volaille (revenu à son niveau

d'avant-guerre en Ukraine) laisse entrevoir une baisse des prix des volailles, ce qui pourrait stimuler la demande.

Concernant les échanges, les importations de viande de poulet ont progressé de +3,4 % en volume. Elles ont augmenté en provenance de l'Union européenne (+7,5 %) et notamment de la Pologne, la Belgique et les Pays-Bas. Les volumes de poulets ukrainiens importés ont continué de progresser (+39 % par rapport à 2022, soit 225 000 tec). Les amendements récents proposés par le Parlement européen dans le cadre de la mise en place de mesures de sauvegarde des filières agricoles européennes face aux importations ukrainiennes devrait permettre en 2024 de stopper cette hausse, avec un seuil de déclenchement du frein d'urgence calculé sur la référence des volumes importés sur les années 2021-2022-2023. Les exportations de poulet sont quant à elles restées en repli en 2023 (-5 %). En conséquence, le déficit du solde des échanges de viande et préparations de volaille s'accroît et atteint -447,7 ktec et -1,2 milliard d'euros.

Coût des matières premières de l'aliment volaille



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : ITAVI



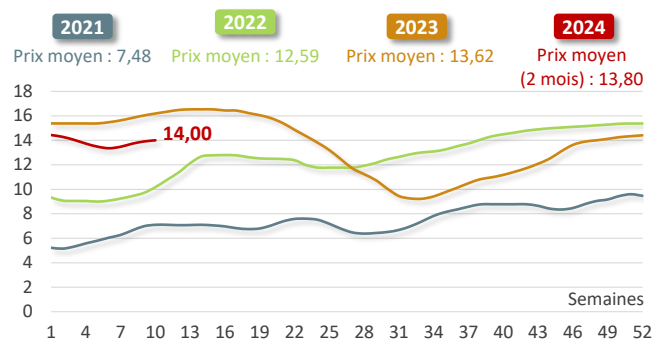
ŒUFS DE CONSOMMATION : FORTE HAUSSE DE LA CONSOMMATION D'ŒUFS AU SOL EN 2023

La production française d'œufs a progressé en 2023, de même que la consommation. D'après Kantar Worldpanel, la consommation d'œufs par les ménages a également augmenté, de l'ordre de +2,9 %, et ce, malgré une hausse moyenne du prix de l'ordre de +12,2 % par rapport à 2022. La tendance observée au cours de l'année 2023 s'est confirmée : cette hausse des achats est tirée par les œufs au sol (+21,5 %) puis les œufs plein air hors Label Rouge (+13,2 %). A l'inverse les ventes d'œufs biologiques ont continué de baisser par rapport à 2022 (-13,3 %), tout comme les œufs de poules élevées en cage (-13,1 %).

restrictions des importations ukrainiennes sont bien accueillies par les acteurs de la filière dans un contexte où les importations européennes d'œufs et d'ovoproduits en provenance d'Ukraine ont augmenté de +84 % en 2023 par rapport à 2022, soit +659 % par rapport à 2021, d'après l'Itavi.

La reprise de la production française a permis un repli des importations d'œufs coquilles de l'ordre de -13,1 % en 2023. Les volumes d'œufs coquilles exportés sont cependant restés inférieurs à 2022 (-12,4 %). Les annonces de

Cotations des œufs de consommation TNO Moyenne des calibres G et M (€/100)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Les Marchés

Depuis le début de l'année, les cotations des œufs de consommation TNO (Tendance Nationale Officiuse) sont assez stables, avec une valeur moyenne de 13,80 €/100 sur les mois de janvier

et février. Elles restent pour autant supérieures de +21 % aux cotations moyennes des années 2021 à 2023.



VIANDE PORCINE : LA TENSION OFFRE/DEMANDE SOUTIENT LES PRIX À LA PRODUCTION

Les abattages français sont en légère progression en janvier 2024 par rapport à janvier 2023. Mais sur douze mois glissants, les volumes abattus sont en recul de -3,4 % en tonnage et de -4,3 % en têtes par rapport aux douze mois antérieurs, confirmant l'effritement de la production porcine française depuis plus de deux ans. D'après l'enquête cheptel de novembre 2023, le recul des effectifs de truies s'élève à -2 % et celui de l'ensemble des porcins à -3,2 %. D'après FranceAgriMer, aucune inversion de tendance n'est encore envisagée, même si ces données traduisent bien un ralentissement du rythme de l'érosion. En Pays de la Loire, la production porcine recule de -4,4 % en tonnage et de -4,9 % en têtes en 2023 par rapport à 2022.

À l'échelle européenne, les abattages suivent la même tendance de baisse sur fond de recul des cheptels.

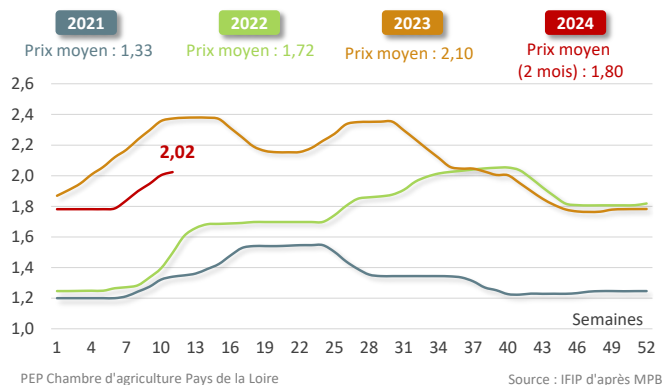
reprise traduit non seulement une hausse saisonnière, mais aussi la tension du marché en déficit d'offre face à la demande.

Concernant les échanges, les exportations ont reculé en 2023 (-8 % en volume), tant vers l'Union européenne que les Pays-tiers, notamment la Chine (-17 % en volume). D'après FranceAgriMer, les perspectives de reprise paraissent peu probables à court terme, les exports vers la Chine devraient rester réduits compte tenu du développement de leur production intérieure et de la concurrence des Etats-Unis et du Brésil. En raison d'un recul des importations plus limité (-6 %), le solde commercial en viande porcine de la France se dégrade. Le taux d'auto-provisionnement est à peine positif, il atteint 100,7 %.

S'agissant de la demande intérieure, le rythme de croissance annuelle de l'ordre de +1 % des années 2021 et 2022 s'est inversé en 2023 avec un recul de la consommation calculée par bilan de -3,8 % par rapport à 2022 et de l'ordre de -3 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les données du panel consommateur Kantar Worldpanel qui suit la consommation des ménages traduisent la même tendance.

En 2024, le recul de la production porcine devrait se poursuivre dans le sillage de la baisse du cheptel français et limiter les capacités d'exportation de la France. Cette diminution de l'offre, tant en France qu'au sein de l'Union européenne devrait entraîner une résistance des prix. Par ailleurs, la menace de la peste porcine africaine (PPA) pèse toujours sur l'Europe.

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



Alors que la demande intérieure française est peu dynamique et que les exportations reculent, le cours au cadran breton, stabilisé depuis décembre/janvier, connaît une progression depuis février (2,02 €/kg en semaine 11). Cette



LAIT DE CHÈVRE : UNE COLLECTE DE LAIT RELATIVEMENT STABLE EN PAYS DE LA LOIRE

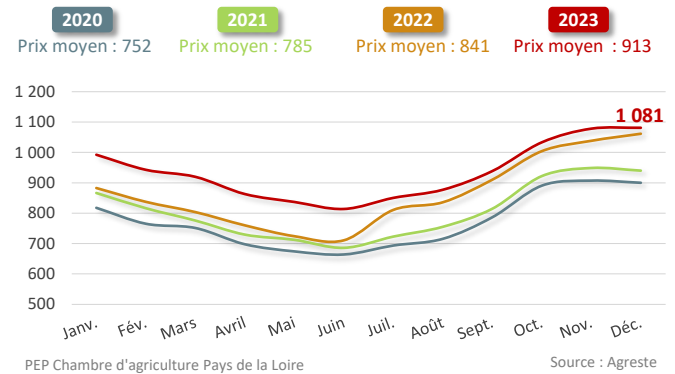
La collecte nationale de lait de chèvre enregistre une baisse de l'ordre de -0,8 % en 2023 par rapport à 2022, avec 514 millions de litres livrés. A l'inverse de la tendance nationale, la collecte ligérienne s'est stabilisée avec 106 millions de litres livrés (+0,3 %) grâce au maintien du cheptel reproducteur et à la bonne qualité du fourrage récolté au printemps.

En raison d'une demande intérieure peu dynamique et du repli de la collecte espagnole, les importations de produits de report ont chuté de -23,8 % par rapport à 2022. Elles représentent désormais 9,5 % de l'approvisionnement des laiteries. Avec des exportations en recul (-5,7 % sur la même période), les fabrications industrielles de fromages de chèvre ont en moyenne diminué de -2,2 % par rapport à 2022 : les fromages frais enregistrent une baisse de -5,8 %, alors que les bûches progressent de +6,8 %.

La consommation à domicile de fromages de chèvre montre une légère reprise en dépit de l'augmentation du prix de vente moyen. Le contexte inflationniste actuel favorise une descente en gamme de la consommation des produits laitiers caprins : les achats s'orientent vers les marques distributeurs et se détournent des marques nationales qui fléchissent de -3,7 %. Les fabrications fromage de chèvre biologique ont par ailleurs fléchi de -18,8 % comparativement à l'année dernière. Face à cette

demande en berne, le lait biologique est déclassé et valorisé en conventionnel.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



La revalorisation du prix du lait s'est poursuivie en 2023, il se maintient toujours à des niveaux élevés : 913 €/1 000 litres en moyenne annuelle en Pays de la Loire (+73 € ; +8,7 % par rapport à l'année 2022). L'indice IPAMPA lait de chèvre qui suit l'évolution du prix d'achat des intrants, a reculé de -7 % entre décembre 2023 et décembre 2022 (voir partie intrants).

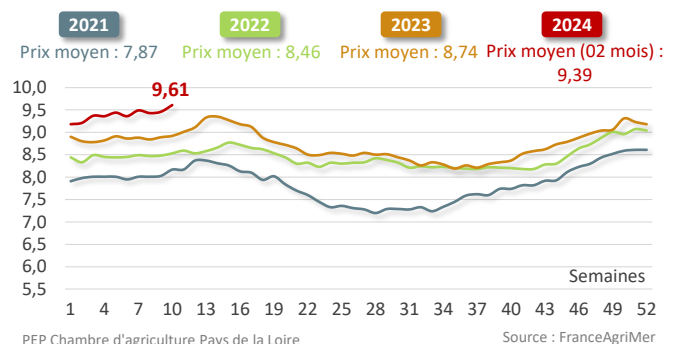
En janvier 2024, la collecte ligérienne progresse de +2,4 % par rapport à janvier 2023 alors que la collecte nationale enregistre une baisse de -4,5 %. Les importations continuent de fléchir (-7,9 %) mais les exportations ainsi que les fabrications de fromages de chèvre ont progressé (+6,2 % et +5,4 % respectivement).



VIANDE OVINE : LA PART DES IMPORTATIONS PROGRESSE DANS LA CONSOMMATION INTÉRIEURE

Les cours de l'agneau se détendent et poursuivent leur baisse saisonnière. L'offre plus importante, notamment avec la sortie des agneaux Lacaune, fait face à une demande traditionnellement plus calme en cette période de l'année et pèse sur les prix. Cet effritement se réalise à un niveau en hausse par rapport aux années précédentes (9,61 €/kg en classe U, +7,7 %/2023) en raison de la poursuite du recul

Cotations régionales agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



du disponible de viande ovine sur le marché intérieur.

La consommation française de viande ovine, calculée par bilan, a reculé de -4,3 % en 2023, mais le recul de la production abattue a été plus important, de l'ordre de -8 %. Comparée à la moyenne des cinq dernières années, cette baisse atteint 10 %. Le recul des abattages concerne tant les agneaux (-8,3 % en têtes) que les réformes (-6,8 %). Les importations de viande

ovine destinée au marché français se seraient stabilisées en 2023. Seuls les flux en provenance du Royaume-Uni ont progressé, les autres origines (Irlande, Nouvelle-Zélande, Espagne) ont reculé. Il en résulte un repli du disponible de viande ovine sur le marché français de l'ordre de -4 % (-10 % par rapport à la moyenne quinquennale) et une hausse de la dépendance aux importations qui atteint près de 58 % de la consommation en 2023.



GRANDES CULTURES : DES MARCHÉS PRIS EN TENAILLE ENTRE LES OFFRES DES PAYS DE LA MER NOIRE ET DU CONTINENT AMÉRICAIN

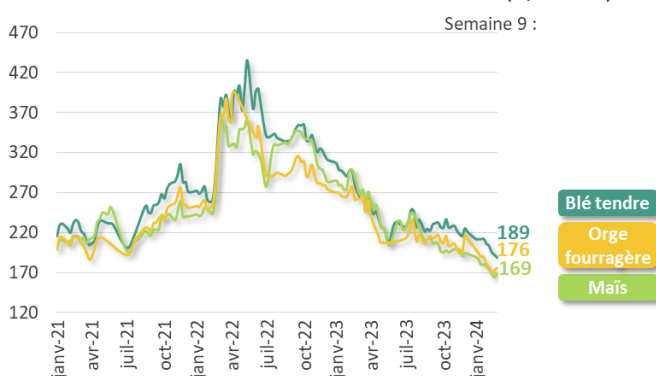
Céréales : entre excès d'eau en Europe de l'Ouest et excès d'offre en Europe de l'Est

En Pays de la Loire, le début de la campagne est marqué par de nombreuses difficultés liées à des épisodes d'excès d'eau qui se multiplient depuis l'automne. Le potentiel de rendement des surfaces implantées est largement entamé. Début mars, seulement 50 % des blés tendres ligériens sont implantés dans de bonnes conditions (contre 95 % en France à la même période en 2023) selon FranceAgriMer. Les semis d'hiver comme ceux de printemps sont impactés en blé comme en orge. Mécaniquement, il faudra donc s'attendre à une recrudescence de la sole de maïs et de tournesol. Au-delà des Pays de la Loire et même de certaines régions françaises, c'est toute l'Europe du Nord-Ouest qui est concernée par la pluviométrie excessive qui impacte le potentiel de production.

Les cotations des céréales continuent à baisser significativement en ce début d'année 2024. Pour le blé, la concurrence est rude sur les marchés d'export. Les origines mer Noire (Russie, Ukraine et Roumanie) se veulent conquérantes grâce à des prix particulièrement compétitifs. Pour le maïs, les stocks américains sont au plus haut après une très bonne récolte. Il faut y ajouter des surfaces brésiliennes bien implantées qui continuent à alourdir une offre mondiale record. En Union européenne, la concurrence du maïs ukrainien vient capter des parts de marché (en Espagne par exemple), particulièrement en alimentation animale. Cette concurrence se ressent aussi par effet de substitution sur les orges fourragères qui sont entraînées dans la spirale baissière. Des opportunités subsistent tout de même à l'export pour l'orge vers la Chine.

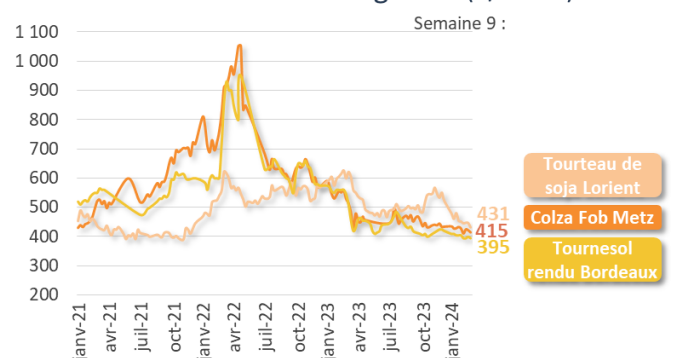
Oléagineux : l'offre abondante pèse sur les cours

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

La tendance générale sur les prix des oléagineux est également toujours à la baisse. C'est d'abord le complexe soja qui, grâce à une production record et à un haut niveau de stocks, pèse sur les cours. Les bonnes récoltes du Brésil et le retour de l'Argentine à un niveau de production élevé viennent s'ajouter aux stocks et à la récolte états-unienne abondante.

Le contexte de marché de l'huile de palme offre cependant quelques perspectives pour freiner la chute des cotations. La production de Malaisie a

en effet connu un coup d'arrêt qui catalyse une remontée solide des cours sur la palme.

S'agissant du colza, l'excellente récolte ukrainienne atteint près de deux fois son volume moyen des cinq dernières campagnes. Celle-ci vient gonfler une offre qui se destine en partie à un marché européen où la trituration est particulièrement dynamique. L'Ukraine, tout comme son belligérant russe, a aussi profité de conditions favorables à la production de tournesol.



HORTICULTURE ET PÉPINIÈRE : LES PROFESSIONNELS OPTIMISTES POUR LE PRINTEMPS 2024

Le bilan de l'année 2023 est plutôt positif pour la filière, avec des prix de vente qui ont suivi une tendance haussière, dans un contexte de baisse de l'offre à l'échelle européenne. Comme pour les légumes de plein champ, les précipitations importantes de cet hiver ont complexifié les accès aux terrains en pépinière, ce qui a freiné le rythme des plantations. Mais cette météo a surtout permis aux professionnels de la filière d'aborder plus sereinement le printemps qui arrive : en région Pays de la Loire et plus largement sur l'ensemble du Grand Ouest, les risques de restrictions d'eau dans les prochains mois sont moindres que l'année dernière.

En pépinière, la saison forte s'est achevée il y a quelques semaines. Les ventes sur l'automne ont été dans l'ensemble satisfaisantes. Comme d'habitude, la demande est tirée par le marché du paysage, principal débouché de la filière, et dont les produits sont à destination des professionnels type paysagistes, de collectivités, etc. Cela est à mettre en lien avec une tendance

de fond qui se poursuit : celle de l'engouement des collectivités pour le végétal, qui a véritablement trouvé sa place dans l'aménagement des espaces urbains.

En horticulture, le bilan semble plus compliqué. Les pluies hivernales n'ont pas incité les Français à jardiner, ce qui a pesé sur les ventes des bisannuelles, bien que celles-ci aient finalement augmenté sur la fin de l'hiver. En ce début de printemps, les ventes sont plutôt bonnes et semblent pour l'instant supérieures à l'année dernière à la même période. Les négociations commerciales pour l'année 2024 avec la grande distribution ont été assez difficiles, avec in fine des prix payés aux producteurs tirés vers le bas, alors que la grande distribution constitue le principal débouché en horticulture. Si les ventes en grande distribution demeurent moroses depuis de nombreux mois, la poursuite de la régression de l'inflation devrait logiquement permettre une reprise progressive de la demande.



LEGUMES : DE FORTES PRÉCIPITATIONS HIVERNALES QUI ONT COMPLEXIFIÉ LES MISES EN PLACE DES LÉGUMES DE PLEIN CHAMP

Cet hiver a été marqué par d'importantes précipitations. De nombreuses parcelles ont été saturées en eau, ce qui a compliqué l'accès au champ pour les producteurs. Pour plusieurs légumes de plein champ, les dates de récolte ont ainsi été retardées.

En légumes anciens (panais, topinambour, etc.) la saison se termine. Le bilan est plutôt positif, aussi bien en termes de volumes que de qualité, comparativement à la saison précédente, où le manque de précipitations de l'été 2022 avait fortement affecté les rendements.

En radis, légume produit et récolté toute l'année en Pays de la Loire, la production de plein champ débute progressivement tandis que les volumes produits sous abri finissent d'être écoulés. La demande devrait progressivement augmenter dans les semaines à venir avec l'arrivée des beaux jours et du week-end de Pâques.

La campagne touche à sa fin pour l'échalote. Les mises en place avaient débuté en février 2023, or les chaleurs du mois de juin ont impacté la qualité organoleptique des produits. En février, la demande est restée plutôt morose. D'après le RNM, les cours demeurent stables depuis plusieurs semaines et restent en deçà de la moyenne quinquennale de la période.

En mâche, la saison automne-hiver devrait progressivement marquer le pas pour laisser place à la campagne d'été dans les prochaines semaines. La fin de l'automne a été marquée par des cours stables. L'offre a ensuite sensiblement augmenté, conséquence d'un chevauchement des semis suite à plusieurs épisodes de pluies. Depuis février, les cours sont stables, le marché n'évolue pas. La demande est morose.

La commercialisation des asperges vient de débiter. Les fortes précipitations ont retardé le buttage des parcelles (étape nécessaire pour obtenir des asperges blanches) et donc les dates de récolte. L'offre augmente progressivement mais est encore timide.

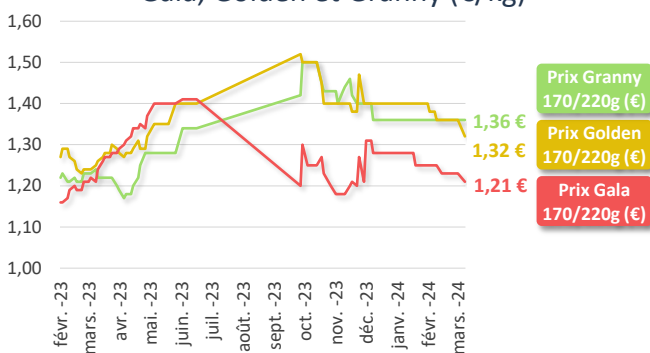
La fin de campagne est proche pour le poireau. La météo clémente du mois de février n'a pas incité à la consommation. Cette demande peu dynamique est en phase avec une offre déclinante. D'après FranceAgriMer, de légères concessions tarifaires ont été réalisées pour fluidifier les transactions. Après une dynamique baissière, les cours sont relativement stables depuis début mars.

En légumes de serre, les premières mises en marché des productions de tomates et concombres ligériens viennent de débiter. En tomate, un point d'attention particulier est porté sur les importations marocaines. D'après l'AOPn Tomate et Concombre de France, celles-ci auraient augmenté de +7,6 % sur la campagne 2022-23.



ARBORICULTURE : EN POMME, UN DÉBUT DE CAMPAGNE DYNAMIQUE MAIS UN RECU PROGRESSIF DES PRIX

Evolution de la cotation des pommes Gala, Golden et Granny (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : RNM (FranceAgriMer)

S'agissant des pommes, si les prix étaient à leur pic en début de campagne, ils suivent depuis une tendance plutôt à la baisse. Fin décembre, les prix à la production étaient encore 12 % au-dessus de ceux de décembre 2022, marge qui tend à diminuer. Début mars, les prix « nu départ », en cumul depuis le début de la campagne permettent tout de même de profiter

d'une progression de 11 centimes par rapport à l'an passé et de 12 centimes par rapport à 2021-22. Le niveau de stock est supérieur à celui de 2022 au même moment. C'est grâce à une production française plus élevée de +9 % malgré une bonne solidité de la demande. Après trois ans de production plus déficitaire, les opérateurs disposent de plus de pommes à vendre et doivent reconquérir des marchés.

Le marché export en frais est particulièrement dynamique en début de campagne, avec une hausse de +8 % des expéditions par rapport à la campagne précédente. Ainsi en comparaison, les débouchés Royaume-Uni, Allemagne et Belgique ont progressé de respectivement +27 %, +18 % et +120 % sur la période septembre-décembre. Cette dynamique de l'export tend à se résorber en ce début d'année face à la concurrence de l'hémisphère sud. A l'export comme dans le marché intérieur, certaines variétés classiques

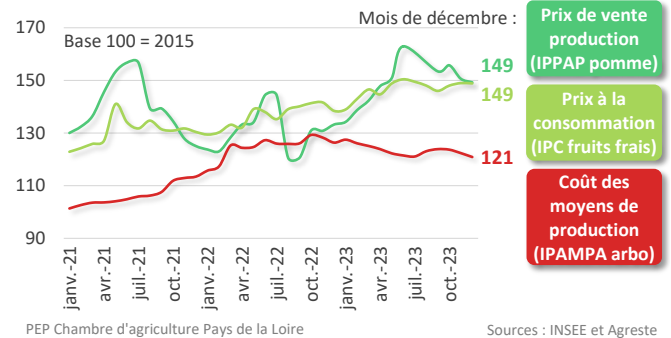
comme la Gala, et les variétés clubs sont particulièrement attractives. Plus d'inquiétudes du côté de la Golden qui est en retard de déstockage face à des débouchés moins dynamiques.

Concernant les poires, les prix à la production se maintiennent à un niveau élevé. En fin d'année, ceux-ci atteignent un niveau 22 % supérieur à celui de 2022. Dans le même temps, les stocks de poires apparaissent 3 % en dessous de ceux de 2022 pour clôturer l'année 2023.

Les coûts de production de la filière restent élevés même si orientés tendanciellement à la baisse. Cette baisse est en partie nourrie par le recul du prix d'intrants tels que les engrais et produits de protection des cultures. Elle reste majoritairement liée aux coûts de l'énergie. Si ces derniers sont aussi plutôt orientés à la baisse,

ils ont pu conjoncturellement augmenter en fin d'été (en réponse aux restrictions d'offres pétrolières de l'OPEP+) et restent intrinsèquement liés au contexte géopolitique mondial.

Evolution indicielle du prix à la consommation des fruits frais, du prix de vente des pommes et du coût des moyens de production en arboriculture



Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •
 C. Bloche • Images : Chambre d'agriculture, Fotolia •
 Edition : mars 2024 – Version n°2

Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU

Tél. 02 41 18 60 60

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr

Valentine LE CRAS

Tél. 02 41 18 60 57

Mail : valentine.lecras@pl.chambagri.fr

Clémentine LIBEER

Tél. 02 41 18 60 51

Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr

Yann MATHIAS

Tél. 02 41 18 60 64

Mail : yann.mathias@pl.chambagri.fr